

Question écrite au gouvernement



de **Mme Charlotte Leduc**
Députée LFI-NUPES de Moselle
Membre de la Commission des Finances

à **M. le ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse**

Non remplacement des professeurs, le scandale doit cesser !

02 janvier 2024

Mme Charlotte Leduc alerte M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse sur le manque de personnel de remplacement dans les établissements scolaires du pays. En effet, 80% des absences de professeurs de moins de quinze jours ne sont pas remplacées et même pour les absences longues durées le remplacement n'est pas systématique. Au final, ce sont plus de 2 millions d'heures d'enseignement qui sont perdues sur une année scolaire. Cette situation provient du manque de professeurs alors même que le nombre d'élèves a fortement augmenté durant les dernières années. Si l'évolution démographique s'est stabilisée ces dernières années, les données sur les absences non-remplacées montrent bien que le manque de professeurs à l'éducation nationale est un mal structurel. Ainsi, notre pays détient le triste record des classes les plus chargées d'Europe que ce soit en école primaire ou dans l'enseignement secondaire.

Les solutions apportées par le ministère ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Le pacte ne fait qu'augmenter la charge de travail pour les fonctionnaires déjà en poste sans apporter de plus-value pédagogique pour les élèves, tandis que le recrutement de contractuels non formés nuit également à la qualité des enseignements. Les discours sur la soi-disant baisse du niveau sont légions et pourtant les réelles solutions portées par les syndicats de l'éducation nationale et les associations de parents d'élèves ne semblent rencontrer aucun écho de la part du gouvernement.

Il est donc urgent d'embaucher des professeurs afin de permettre l'ouverture de nouvelles classes, la baisse du nombre d'élèves par classe et de rendre effectif le remplacement des professeurs absents. Pourtant, les données actuelles communiquées par le ministère de l'éducation nationale ne montrent pas d'augmentation du nombre de places ouvertes aux concours de l'enseignement en vue de la rentrée 2024. Elle lui demande les mesures qu'il compte mettre en œuvre afin de remédier à cette situation d'ici la rentrée scolaire de septembre prochain.